Réduire l'impact des crises

Établir un lien entre l'aide humanitaire et l'aide au développement grâce à une planification de l'éducation adaptée aux situations de crise

Leonora MacEwen – Institut international de planification de l'éducation (IIPE-UNESCO)

Lorsqu'elles se prolongent, les situations d'urgence entraînent souvent des conditions de vie très dures et limitent l'accès à des services de base, comme la santé et l'éducation. Dans le cas des enfants réfugiés à travers le monde, seuls 61 % ont accès à l'enseignement primaire et 23 % à l'enseignement secondaire. À l'échelle mondiale, 136 millions de personnes ont besoin d'aide humanitaire et de protection en raison de conflits, de catastrophes naturelles, d'épidémies ou de déplacements. Selon le rapport « Global Humanitarian Overview, 2018 » d'OCHA¹, répondre aux besoins de ces populations nécessiterait un financement record de 22,5 milliards de dollars des États-Unis pour la seule année 2018.

Cette situation appelle à résoudre des problèmes humanitaires explicites, mais aussi des problèmes de développement. Il est essentiel de combler le fossé entre l'aide humanitaire et l'aide au développement pour satisfaire les besoins de ces populations.

Selon l'IIPE, une solution réside dans le déploiement de systèmes éducatifs résilients. Le soutien apporté aux ministères de l'Éducation pour atteindre cet objectif constitue le troisième pilier de la stratégie à moyen terme récemment lancée par l'IIPE. Les plans du secteur de l'éducation qui prévoient des mesures de réduction des risques sont au cœur des approches alliant la dimension humanitaire et le développement. Ils tiennent compte des risques humanitaires et visent à répondre aux besoins qui se manifestent lorsque ces risques ont des conséquences désastreuses sur le système éducatif. Ces plans nationaux réunissent tous les acteurs autour d'un projet commun : assurer une éducation de qualité pour tous, y compris les réfugiés et les personnes déplacées à l'intérieur de leur propre pays (PDIP).

Le travail de l'IIPE est soutenu par un changement de paradigme au niveau mondial dans lequel le système humanitaire se concentre de plus en plus sur les vulnérabilités. Ce soutien est renforcé par le Programme de développement durable à l'horizon 2030 et ses 17 objectifs qui visent à « ne laisser personne de côté » et se réfèrent explicitement aux populations vulnérables, notamment aux réfugiés et aux PDIP. Le Cadre d'action de Sendai pour la réduction des risques de catastrophe 2015-2030 et ses quatre priorités donnent la marche à suivre pour renforcer la résilience et gérer les risques, et placent l'éducation au cœur de la résilience. Enfin, le Programme international d'action pour l'humanité, adopté lors du Sommet mondial sur l'action humanitaire de 2016, s'efforce de garantir une transformation de l'action humanitaire pour qu'elle inclue des mesures de prévention, une bonne administration et une modification des mécanismes de financement. Cet environnement politique contribue à renforcer le lien entre aide humanitaire et développement.

^{11.} Bureau de la coordination des affaires humanitaires des Nations unies

L'appui de l'IIPE au ministère de l'Éducation du Soudan du Sud fournit un exemple dans lequel le processus de planification a réuni des acteurs de l'aide humanitaire et du développement².

Le plus jeune pays du monde – miné par une crise politique profonde – a élaboré son deuxième plan stratégique pour l'enseignement général (GESP) dans un contexte de crise économique nationale, de pauvreté répandue, de manque d'infrastructures et d'instabilité politique. L'analyse du secteur de l'éducation (ASE) sensible aux situations de crise a reposé sur des données provenant d'OCHA, et plus particulièrement sur son indice de risque. Cet indice est fondé sur une série d'indicateurs pour chaque risque (civils touchés par le conflit, décès et maladie, insécurité alimentaire et moyens de subsistance, et malnutrition généralisée), régulièrement collectés au niveau des pays.

Les conclusions de l'ASE ont ensuite servi de base à l'intégration de questions relatives à la sécurité et à la cohésion sociale dans le plan du secteur de l'éducation (PSE) du pays. Par conséquent, des mesures ont été mises en place telles que l'installation de clôtures pour garantir la sûreté des espaces éducatifs, l'assistance aux enfants non scolarisés, notamment pour les PDIP et les réfugiés, et l'amélioration de la coordination entre le ministère de l'Éducation et les partenaires humanitaires. Le ministère a également mis en place un nouveau programme scolaire qui intègre les enjeux de sécurité, de résilience et de cohésion sociale.

Au Burkina Faso, le ministère de l'Éducation nationale et de l'Alphabétisation (MENA) a élaboré une stratégie de réduction des risques de conflits et de catastrophes qui a servi de cadre d'action pour les activités de réduction des risques menées dans le secteur de l'éducation. Après avoir analysé l'exposition du système éducatif à différents risques et examiné les capacités existantes en matière de réduction des risques, le ministère a retenu une série d'activités prioritaires de prévention. Il s'agissait notamment de rationaliser soigneusement la fourniture d'alimentation scolaire, de prépositionner les fournitures scolaires et d'investir dans des conteneurs résistants aux intempéries pour le stockage du matériel scolaire dans les zones régulièrement exposées à des vents violents et de fortes pluies.

L'établissement de nouveaux partenariats est un autre aspect essentiel pour le renforcement du lien entre aide humanitaire et développement. L'IIPE est engagé dans un nouveau partenariat avec le Service des instruments de politique étrangère de l'UE afin de renforcer le lien entre aide humanitaire et développement dans le secteur de l'éducation. La collaboration portant sur le « renforcement des capacités de planification du secteur de l'éducation pour la prévention des conflits et la préparation aux situations de crises » permettra aux différents acteurs de repenser le lien entre aide humanitaire et développement. Elle vise à réduire les risques de conflits et de catastrophes et à favoriser un accès équitable à une éducation de qualité pour les enfants et les jeunes dans les contextes de crise.

L'IIPE travaillera avec les ministères de l'Éducation ainsi que les partenaires de l'aide humanitaire et du développement pour renforcer les capacités en matière de planification de

^{22.} Pour en savoir plus sur l'aide apportée par l'IIPE aux pays dans le cadre de l'élaboration de plans adaptés aux situations de crise, veuillez consulter notre note d'orientation intitulée : Planifier l'éducation en étant sensible aux conflits et aux risques : quelles leçons tirer de trois cas ?

l'éducation adaptée aux situations de crise, et notamment de planification pour les réfugiés. Le programme vise également à enrichir l'état des connaissances sur la prévention des crises, l'atténuation et les efforts d'intervention dans le secteur de l'éducation et, plus particulièrement, à offrir un enseignement de qualité aux réfugiés.

Ce programme comporte trois volets :

- 1. Renforcer les capacités au niveau mondial : élaboration et mise en place de formations sur la planification adaptée aux situations de crise ;
- 2. Renforcer les capacités au niveau national : mise en place d'une coopération technique au niveau national dans trois pays, et ;
- 3. Produire et générer des connaissances : réalisation de recherches et plaidoyer politique mondial fondé sur des informations factuelles.

Le renforcement des capacités au niveau mondial réunira des partenaires tels que le Global Education Cluster et l'UNHCR qui aideront les acteurs de l'éducation à mieux comprendre les trois volets de la planification de l'éducation susceptibles de se dérouler en parallèle – planification humanitaire, planification du secteur et planification pour les réfugiés. Le personnel des ministères de l'Éducation et les partenaires de l'aide humanitaire et au développement devront approfondir leurs connaissances des processus de planification afin de déterminer des points d'ancrage pour une coopération et des approches collaboratives en faveur d'une planification conjointe garantissant un enseignement de qualité constante et sur le long terme.

Le volet national du programme sera adapté aux pays participants. Il pourra inclure des initiatives telles que la prise en compte des risques et vulnérabilités dans l'analyse du secteur de l'éducation, comme cela a été le cas dans plusieurs pays africains, notamment au Tchad, en RDC, en Guinée Bissau, en Côte d'Ivoire et en Guinée, avec l'aide de l'IIPE-Pôle de Dakar.

Enfin, la production de nouvelles connaissances dans ce domaine permettra d'enrichir une base de données en vue d'un plaidoyer politique mondial et d'un soutien technique destinés à combler le fossé entre l'aide humanitaire et l'aide au développement. Parmi les points qu'il est urgent d'éclaircir, il convient de mentionner la gestion des enseignants qui travaillent auprès des réfugiés. En collaboration avec Education Development Trust, l'IIPE a récemment lancé un programme de recherche intitulé « Qui enseigne aux réfugiés ? » qui se penchera sur les questions du recrutement, de la qualification, de la sélection, de la préparation et du perfectionnement des enseignants. Les travaux de recherche, qui seront menés en Éthiopie, au Kenya et en Ouganda, permettront aussi d'analyser les aspects qui encouragent la rétention des enseignants et des questions liées à leur rémunération et aux primes. Les travaux de recherche se dérouleront en 2018 et 2019. Ils visent à décrire les politiques actuellement en vigueur aux niveaux international, régional et national qui guident les ministères de l'Éducation dans la sélection et la gestion des enseignants travaillant auprès des réfugiés. Les travaux de recherche contribueront par ailleurs à enrichir les connaissances mondiales pour des politiques prometteuses en matière de gestion des enseignants dans un contexte de crise.

L'IIPE espère que grâce aux activités qu'il mène avec ses partenaires aux niveaux mondial et national, il contribuera à rendre les systèmes éducatifs du monde entier plus résilients aux chocs et aux crises, l'objectif commun étant d'offrir un enseignement de qualité pour tous quelles que soient les situations.

Cet article est extrait du magazine d'information de l'IIPE-Pole de Dakar n°27, février 2018.

http://unesdoc.unesco.org/images/0026/002614/261492f.pdf